

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 septembre 1994.
Namur, le 22 septembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Annexe

Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures

STATUTS

Dénomination et siège

Article 1er. La Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, en abrégé la SOFICO, est une personne morale de droit public.

La dénomination abrégée peut être utilisée isolément.

Son siège social est établi à Liège, à l'adresse fixée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut établir des sièges administratifs ou d'exploitation partout en Belgique où il l'estime nécessaire.

Objet

Art. 2. La société a pour objet le financement et la réalisation des infrastructures autoroutières A8 et E25 — E40, leur gestion et leur exploitation, dans le cadre du programme pluriannuel fixé par le Gouvernement.

La gestion consiste notamment à assurer, en collaboration avec les services du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, la conservation, la viabilité et l'entretien de ces infrastructures.

L'exploitation consiste principalement à mettre ces infrastructures et leurs dépendances à la disposition des usagers.

Durée

Art. 3. La société est constituée sans limitation de durée. Elle ne pourra être dissoute que par un décret qui réglera le mode et les conditions de la liquidation.

Capital et titres de capital

Art. 4. § 1er. Le capital social est fixé à 7 milliards 775 millions de francs et se décompose de la manière suivante :

— les titres de capital nominatifs représentatifs du capital de la catégorie A pour un montant de 7 milliards 500 millions de francs, sans droit de vote ni participation aux bénéfices, intégralement souscrits par la Région et libérables en cinq ans, par tranche annuelle de 20 % et incessibles;

— les titres de capital nominatifs représentatifs du capital de la catégorie B pour un montant de 275 millions de francs, souscrits et intégralement libérés à concurrence de 165 millions de francs par la Région et de 110 millions de francs par les personnes habilitées par le Gouvernement. Ces titres de capital ne sont cessibles que moyennant l'accord du Gouvernement à des personnes autorisées par lui;

— l'apport par la Région du droit d'usage, de jouissance et de construction sur les terrains nécessaires à la réalisation de l'objet social, pour une valeur d'un franc, cet apport ne donnant pas lieu à l'attribution de titres de capital.

§ 2. La souscription et la libération du capital sont actées par arrêté du Gouvernement.

Les augmentations de capital sont décidées par le Gouvernement sur proposition du conseil d'administration.

En cas d'augmentation du capital B, les actions à émettre seront offertes par préférence aux titulaires de titres de capital B, proportionnellement à leur participation au capital.

§ 3. Au cas où un des titulaires de titres de la catégorie B, autre que la Région, souhaiterait revendre ses actions après l'expiration d'un délai de cinq ans, celles-ci seront offertes par priorité aux autres actionnaires au prorata de leur participation dans le capital, à défaut d'exercice de ce droit d'option, la Région s'y substituera.

Le prix de revente des titres de capital est égal à leur prix de souscription.

§ 4. Les titulaires de titres de capital ne sont pas tenus au-delà de leur participation à ce capital.

Administration

Art. 5. § 1er. La société est administrée par un conseil comprenant dix membres nommés par le Gouvernement et révoqués par lui. Six représentent la Région, quatre sont désignés sur proposition des autres titulaires de titres de la catégorie B.

Le mandat d'administrateur est de six ans. Il est renouvelable mais prend fin de plein droit à l'âge de 65 ans.

En cas de vacance, en cours de mandat, d'une fonction d'administrateur consécutive, notamment à un décès ou une démission, le Gouvernement y pourvoit sur proposition, s'il échet, du titulaire de titres qui avait présenté l'administrateur dont le poste est vacant. L'administrateur désigné achève le mandat de celui qu'il remplace.

Le Gouvernement nomme le président du conseil d'administration ainsi que l'administrateur délégué parmi les administrateurs représentant la Région et le vice-président parmi les autres administrateurs.

Le vice-président remplace le président en cas d'absence de ce dernier.

Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social conformément à la politique générale définie par le Gouvernement.

Il peut notamment :

1° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile, dans le respect des règles relatives aux marchés publics de travaux de fournitures et de services;

2° effectuer toutes les opérations financières dans le cadre de la réalisation de son objet social, ce qui comprend le droit de contracter et souscrire des emprunts.

§ 2. La garantie de la Région envers les tiers est accordée à la société aux conditions que le Gouvernement détermine, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre par la société et aux emprunts à contracter.

Au cas où le produit des opérations ne permettrait pas le remboursement des obligations ou emprunts ainsi que le remboursement intégral des paiements y afférents, la Région fournit à la société les sommes pour parfaire la différence.

§ 3. Le conseil d'administration peut, en outre, déléguer des pouvoirs spéciaux à des personnes choisies en son sein ou en dehors.

Ces délégations et pouvoirs sont toujours révocables.

Les émoluments éventuels attachés à l'exercice de la fonction d'administrateur et des délégations spéciales, de même que les modalités de remboursement de ces frais sont fixés par le Gouvernement.

Art. 6. § 1er. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou du vice-président chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou que deux administrateurs le requièrent.

La convocation est faite par lettre, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de transmission basé sur un document écrit, elle contient l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion, elle est envoyée cinq jours au moins avant la date de la réunion.

En cas d'extrême urgence appréciée par le président après consultation de l'administrateur délégué, les convocations doivent parvenir, au plus tard, la veille du jour fixé pour la séance.

Le conseil ne peut délibérer ni statuer valablement que si la majorité des membres est présente ou représentée.

Toutefois, un conseil, tenu au moins quinze jours après une réunion n'ayant pas obtenu le quorum requis, délibérera valablement quel que soit le nombre d'administrateurs présents, pour autant qu'il soit justifié que les convocations à la seconde réunion aient été faites par lettre recommandée ou ordinaire, mais avec accusé de réception par le destinataire en personne.

Chaque administrateur empêché peut, même par simple lettre, déléguer un autre membre du conseil pour le représenter et voter en son lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut représenter plus d'un membre du conseil.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, en cas de partage celle du président est prépondérante.

Le scrutin secret peut être demandé par un tiers des administrateurs. Il est obligatoire lorsque le conseil d'administration délibère sur des questions de personnes.

§ 2. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité, au moins, des membres présents. Ces procès-verbaux sont inscrits ou reliés dans un registre spécial tenu au siège social, les procurations y sont annexées. Les extraits des procès-verbaux sont signés par deux administrateurs.

Tous les actes qui engagent la société, autres que ceux de la gestion journalière, et tous pouvoirs et procurations sont signés conjointement par le président du conseil d'administration et un administrateur ou par deux administrateurs.

Le conseil d'administration peut préciser, par un règlement d'ordre intérieur, les modalités selon lesquelles il exerce ses attributions.

Art. 7. L'administrateur délégué exécute la politique générale définie par le conseil d'administration en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués. Il assume également la gestion journalière de la société.

Notamment, il :

- exécute les décisions du conseil d'administration;
- instruit les dossiers à lui soumettre;
- répond à toutes les demandes d'information des organes de gestion;
- tient les organes de gestion régulièrement au courant du fonctionnement de la société.

En fonction de la spécificité des décisions à prendre, il peut s'adjoindre l'un ou l'autre des administrateurs et consulte, s'il échet, les services de l'administration régionale.

Les actes de la gestion journalière sont revêtus de la signature de l'administrateur-délégué et de celle du président.

La société est représentée en justice par son administrateur délégué ou son président.

Art. 8. Le président est également chargé des relations avec les partenaires financiers, les organes de contrôle et de tutelle. Dans ce cadre, il :

- établit le budget de la société à arrêter par le conseil d'administration;
- présente au conseil d'administration les conventions relatives aux emprunts et autres contrats d'ouverture de crédit garantis par la Région;
- présente au Gouvernement le rapport annuel visé à l'article 15;
- répond à toutes les demandes d'information des organes de contrôle et de tutelle.

Assistance technique

Art. 9. La société bénéficie de l'assistance technique des services du Gouvernement qui agissent sous leur responsabilité propre.

Personnel

Art. 10. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement met à disposition de la société des membres du personnel de ses services dont le profil correspond aux fonctions à pourvoir, par application des règles relatives aux missions.

La société peut également engager du personnel contractuel afin :

- 1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- 2° d'exécuter des tâches nécessitant une connaissance et une expérience de haute qualification;
- 3° d'accomplir des tâches auxiliaires et spécifiques.

Ressources

Art. 11. § 1er. En contrepartie de son obligation de mettre à disposition des usagers de la route les infrastructures réalisées par elle et d'effectuer toute autre mission de service public en rapport avec son objet, qui lui serait confiée par le Gouvernement, la société bénéficie :

1° d'une intervention annuelle de la Région calculée au prorata du nombre d'usagers des infrastructures mises à disposition de la population. Cette intervention fait l'objet d'avances mensuelles et d'une régularisation annuelle calculée sur base du comptage des véhicules ayant emprunté les voiries concernées;

2° d'interventions exceptionnelles à charge du budget de la Région.

§ 2. Elle dispose également du produit de ses opérations financières et des recettes générées par sa gestion.

Assemblées générales

Art. 12. L'assemblée générale des titulaires de titres se réunit dès lors qu'il y a lieu de modifier les statuts.

Elle se compose de la totalité des titulaires de titres de la catégorie B.

Elle est convoquée par le président du conseil d'administration au moins 8 (huit) jours d'avance par lettre recommandée.

Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Chaque titre de capital donne droit à une voix.

Les titulaires de titres peuvent se faire représenter par un porteur de procuration.

Les décisions sont prises à la majorité des trois quarts des voix émises.

Elles n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par arrêté du Gouvernement

Tutelle

Art. 13. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement. Ce contrôle est exercé à l'intervention de trois commissaires du Gouvernement nommés et révoqués par lui.

Un commissaire est désigné sur proposition du Ministre du Budget, un second sur proposition du Ministre des Travaux publics, le troisième est choisi parmi les membres de l'Inspection des Finances accrédités auprès du Gouvernement wallon.

Les commissaires du Gouvernement veillent au respect de la réglementation en vigueur, aux statuts de la société et au respect des missions de service public.

Ils participent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Ils peuvent, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du Gouvernement contre toute décision qu'ils estiment contraire à la réglementation et aux statuts.

Ce délai court à partir du jour de la réunion durant laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires y aient été régulièrement convoqués, ou à partir du jour où ils en ont eu connaissance.

Le recours est suspensif.

Si dans un délai d'un mois du recours, le Gouvernement ne s'est pas prononcé, la décision est définitive. Les commissaires peuvent, à tout moment, prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la société.

Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés toutes les explications et informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

Ils peuvent faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect de la réglementation, des statuts ou des obligations de la société.

Le Gouvernement fixe les émoluments des commissaires et les conditions de remboursement de leurs frais.

Contrôle

Art. 14. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à un collège de commissaires aux comptes qui comprendra deux membres, désignés par le Gouvernement, dont l'un, au moins sera choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au conseil d'administration et au Gouvernement.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour un terme renouvelable de six ans. Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs.

Le Gouvernement fixe les émoluments des commissaires aux comptes et les conditions de remboursement de leurs frais.

Comptabilité et comptes annuels

Art. 15. La société est soumise à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Elle établit sa comptabilité par année civile et y joint un commentaire.

L'exercice social commence le 1er janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice qui commence ce jour pour se clore le 31 décembre 1995.

La société procède au contrôle des engagements consécutifs aux marchés de travaux de fournitures et de services conclus, dans le cadre de la réalisation de son objet social.

Elle établit également un rapport de gestion qui contient les informations visées à l'article 77, quatrième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport des commissaires au Gouvernement, avant le 30 avril de l'année suivant l'exercice concerné.

Le Gouvernement transmet les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport des commissaires à la Cour des comptes au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné.

Affectation des résultats

Art. 16. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements, résultant du bilan approuvé par le Gouvernement, forme le bénéfice annuel net. Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord 5 % pour la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, catégorie A et B réunies; il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée. Le solde restant recevra, sur proposition du conseil d'administration, l'affectation que lui donnera le Gouvernement qui se prononcera également sur la décharge à donner aux administrateurs.

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 94 — 2585

[SC — 27542]

22. SEPTEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der Satzungen der « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures » (Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen)

Aufgrund des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures ».

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts und des Ministers der Öffentlichen Arbeiten,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Die Regierung verabschiedet die Satzungen der « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures », deren Text sich im Anhang befindet.

Art. 2. Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts und der Minister der Öffentlichen Arbeiten sind mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3. Der vorliegende Erlaß tritt am 29. September 1994 in Kraft.

Namur, den 22. September 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

ANHANG

« Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures »

SATZUNGEN

Bezeichnung und Gesellschaftssitz

Artikel 1. Die « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures », abgekürzt « SOFICO », ist eine juristische Person öffentlichen Rechts.

Die abgekürzte Bezeichnung kann alleinstehend verwendet werden.

Ihr Gesellschaftssitz befindet sich in Lüttich, an der vom Verwaltungsrat festgelegten Anschrift.

Der Verwaltungsrat kann Verwaltungs-, oder Betriebssitze überall dort in Belgien errichten, wo er es für notwendig achtet.

Gesellschaftszweck

Art. 2. Die Gesellschaft hat als Aufgabe die Finanzierung und die Bauausführung der Autobahninfrastrukturen A8 und E25 — E40, ihre Verwaltung und ihre Betreibung, im Rahmen des von der Regierung festgelegten mehrjährigen Programms.

Die Verwaltung besteht insbesondere darin, in Zusammenarbeit mit den Dienststellen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen die Befahrbarkeit und die Instandhaltung und die Wartung dieser Infrastrukturen sicherzustellen.

Die Betreibung besteht hauptsächlich darin, diese Infrastrukturen und die zugehörigen Bereiche den Benutzern zur Verfügung zu stellen.

Dauer

Art. 3. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Zeitdauer gegründet. Sie kann nur durch ein Dekret aufgelöst werden, das die Art und Weise und die Bedingungen ihrer Auflösung regelt.

Kapital und Kapitalanteile

Art. 4. § 1. Das Gesellschaftskapital ist auf 7 Milliarden 775 Millionen Franken festgesetzt und setzt sich folgendermaßen zusammen:

— Namenskapitalanteile, die das Kapital der Kategorie A darstellen, für einen Betrag von 7 Milliarden 500 Millionen, ohne Stimmrecht und ohne Gewinnbeteiligung, im gesamten Umfang ausschließlich von der Region gezeichnet und innerhalb von fünf Jahren, mit einem Teilbetrag von 20 % pro Jahr, einzahlbar und nicht übertragbar;

— Namenskapitalanteile, die das Kapital der Kategorie B darstellen, für einen Betrag von 275 Millionen, gezeichnet und vollständig eingezahlt in der Höhe von 165 Millionen Franken von der Region und von 110 Millionen Franken von den Personen, die von der Regierung ermächtigt wurden. Diese Kapitalanteile dürfen nur mit Zustimmung der Regierung an von ihr ermächtigte Personen übertragen werden.

— Die Einlage seitens der Region von Gebrauchs-, Nutzungs- und Baurecht auf den Grundstücken, die zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind, für den Wert von einem Franken, wobei diese Einlage nicht zu einer Zuweisung von Kapitalanteilen führt.

§ 2. Die Zeichnung und die Einzahlung des Kapitals werden durch Regierungserlaß festgeschrieben.

Kapitalerhöhungen werden von der Regierung auf Vorschlag des Verwaltungsrates beschlossen.

Bei einer Erhöhung des B-Kapitals werden die auszubehenden Aktien mit Vorzug den Inhabern von B-Kapitalanteilen, proportional zu ihrer Beteiligung am Kapital, angeboten.

§ 3. Falls einer der Inhaber von Anteilen der Kategorie B, außer der Region, wünschen sollte, seine Aktien nach Ablauf einer Frist von fünf Jahren zu verkaufen, werden diese vorrangig den anderen Aktionären anteilmäßig zu ihrer Beteiligung am Kapital angeboten; bei Nichtausübung dieses Optionsrechtes tritt die Region selbst in dieses Recht ein.

Der Verkaufspreis der Anteile ist gleich dem Subskriptionspreis.

§ 4. Die Inhaber von Anteilen sind über ihre Beteiligung hinaus nicht an das Kapital gebunden.

Verwaltung

Art. 5. § 1. Die Gesellschaft wird durch einen Rat verwaltet, der aus zehn Mitgliedern besteht, die von der Regierung ernannt und abberufen werden. Sechs Mitglieder vertreten die Region, vier Mitglieder werden auf Vorschlag der anderen Inhaber der Anteile der Kategorie B bezeichnet.

Das Mandat eines Verwaltungsratsmitgliedes hat eine Dauer von sechs Jahren. Es kann erneuert werden, endet aber von Rechts wegen wenn der Mandatsträger das Alter von 65 Jahren erreicht.

Falls ein Verwaltungsratsitz während des Mandates frei wird, insbesondere im Todesfall oder infolge eines Rücktritts, trägt die Regierung hierfür Sorge, gegebenenfalls auf Vorschlag des Anteilinhabers, der das Verwaltungsratsmitglied, dessen Posten freigeworden ist, vorgestellt hatte. Das bezeichnete Verwaltungsratsmitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Die Regierung ernennt den Vorsitzenden des Verwaltungsrates ebenso wie den geschäftsführenden Verwalter unter den Mitgliedern, die die Region im Verwaltungsrat vertreten, und den stellvertretenden Vorsitzenden aus den Reihen der anderen Verwaltungsratsmitglieder.

Der stellvertretende Vorsitzende vertritt den Vorsitzenden, wenn dieser abwesend ist.

Der Rat wird mit umfassenden Handlungsvollmachten ausgestattet, um alle entsprechend der allgemeinen, von der Regierung definierten Politik für die Durchführung des Gesellschaftszweckes notwendigen und nützlichen Handlungen zu vollziehen.

Insbesondere kann er:

1. Dienste von Dritten in Anspruch nehmen und sie mit jeder für die Ausführung ihres Zwecks nützlichen Aufgabe unter Einhaltung der Regelungen über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen beauftragen;

2. Die gesamten Finanzgeschäfte im Rahmen der Ausführung ihres Gesellschaftszweckes vornehmen, wozu das Recht gehört, Anleihen aufzunehmen und zu zeichnen.

§ 2. Die Garantie der Region gegenüber Dritten wird der Gesellschaft unter den von der Regierung bestimmten Bedingungen, mit den Zinsen und der Tilgung der durch die Gesellschaft auszugebenden Obligationen und der aufzunehmenden Anleihen gewährt.

Falls der Ertrag der Geschäfte die Einlösung der Obligationen oder die Rückzahlung der Anleihen sowie die volle Rückzahlung der mit ihnen verbundenen Zahlungen nicht ermöglicht, stellt die Region Summen zur Verfügung der Gesellschaft, um diesen Unterschied zu ergänzen.

§ 3. Der Verwaltungsrat kann außerdem besondere Vollmachten an ausgewählte Personen aus dem Verwaltungsrat oder von außerhalb delegieren.

Diese Übertragungen und Vollmachten sind jederzeit widerrufbar.

Eventuelle, mit der Ausübung der Funktion eines Mitgliedes des Verwaltungsrates und von besonderen Aufträgen verbundene Bezüge, ebenso wie die Modalitäten für die Rückerstattung der Kosten werden von der Regierung festgelegt.

Art. 6. § 1. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder den stellvertretenden Vorsitzenden immer dann zusammen, wenn es das Interesse der Gesellschaft erfordert, oder wenn zwei Mitglieder des Verwaltungsrates dies beantragen.

Die Einberufung erfolgt per Brief, Telegramm, Telefax oder per jeder anderen auf einem geschriebenen Dokument beruhenden Übermittlungsform. Sie enthält die Tagesordnung, das Datum, die Stunde und den Ort der Sitzung und wird mindestens fünf Tage vor dem Datum der Sitzung versandt.

In Fällen höchster Dringlichkeit, die von dem Vorsitzenden nach Konsultation des geschäftsführenden Verwalters festgelegt wird, müssen die Einberufungen spätestens am Tag vor dem für die Sitzung festgelegten Datum zugestellt werden.

Der Rat kann nur dann beschlußfähig tagen und gültig beschließen, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Gleichwohl wird ein Rat, der mindestens 15 Tage nach einer Sitzung, die nicht das erforderliche Quorum erreicht hat, abgehalten wird, beschlußfähig tagen egal wie hoch die Zahl der anwesenden Mitglieder des Verwaltungsrates ist, soweit belegt wird, daß die Einberufung zur zweiten Sitzung mit eingeschriebenem oder normalem Brief, aber mit einer persönlichen Empfangsbestätigung des Empfängers durchgeführt wurde.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates, das an der Teilnahme verhindert ist, kann, auch durch ein einfaches Schreiben, ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates bevollmächtigen, es zu vertreten und an seiner Stelle abzustimmen. Allerdings kann kein Mitglied mehr als ein Mitglied des Verwaltungsrates vertreten.

Die Entscheidungen werden mit der Mehrheit der Stimmen gefällt, bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die geheime Wahl kann von einem Drittel der Mitglieder beantragt werden. Sie ist dann obligatorisch, wenn der Verwaltungsrat über Personalentscheidungen beschließt.

§ 2. Die Beratungen des Verwaltungsrates werden in Protokollen, die von mindestens der Mehrheit der anwesenden Mitglieder zu unterzeichnen sind, festgehalten. Diese Protokolle werden in ein besonderes Verzeichnis, das am Gesellschaftssitz geführt wird, eingeschrieben oder dazu zusammengestellt, die Bevollmächtigungen werden in diesem Verzeichnis angeheftet. Die Auszüge der Protokolle werden von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates gezeichnet.

Alle die Gesellschaft betreffenden Akten, mit Ausnahme der Handlungen der täglichen Geschäftsführung, und alle Vertretungsbefugnisse und Ermächtigungen werden gemeinsam vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates und einem Mitglied des Verwaltungsrates oder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates unterzeichnet.

Der Verwaltungsrat kann durch eine interne Regelung die Modalitäten, nach denen er seine Befugnisse ausübt, präzisieren.

Art. 7. Der geschäftsführende Verwalter führt die allgemeine, vom Verwaltungsrat festgelegte Politik, kraft der Befugnisse, die ihm übertragen sind, aus. Er stellt ebenfalls die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sicher.

Insbesondere:

- führt er die Beschlüsse des Verwaltungsrates durch;
- untersucht er die ihm vorzuliegenden Unterlagen;
- beantwortet er alle Informationsanfragen seitens der Verwaltungsorgane;
- hält er die Verwaltungsorgane regelmäßig auf dem Laufenden über den Arbeitsablauf der Gesellschaft.

Entsprechend der Besonderheit der zu fällenden Entscheidungen kann er das eine oder das andere Mitglied des Verwaltungsrates hinzuziehen und konsultiert er gegebenenfalls die Dienststellen der regionalen Verwaltung.

Die Urkunden der täglichen Geschäftsführung werden mit der Unterschrift des geschäftsführenden Verwalters und des Vorsitzenden versehen.

Die Gesellschaft wird vor Gericht von ihrem geschäftsführenden Verwalters oder dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates vertreten.

Art. 8. Dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates obliegen ebenfalls die Beziehungen mit den Finanzpartnern, den Kontroll- und den Aufsichtsorganen. In diesem Zusammenhang:

- erstellt er den Haushalt der Gesellschaft, der vom Verwaltungsrat gebilligt werden muß;
- legt er dem Verwaltungsrat die Abkommen über Anleihen und andere Verträge zur Eröffnung von Krediten, die von der Region garantiert werden, vor;
- legt er der Regierung den in Artikel 15 aufgeführten Jahresbericht vor;
- beantwortet er alle Informationsanfragen der Kontroll- und Aufsichtsorgane.

Technische Unterstützung

Art. 9. Die Gesellschaft erhält die technische Unterstützung der Dienststellen der Regierung, die unter eigener Verantwortung tätig sind.

Personal

Art. 10. Auf Vorschlag des Verwaltungsrates und in Anwendung der Regelung über die Aufgaben stellt die Regierung der Gesellschaft Mitglieder des Personals aus ihren Dienststellen zur Verfügung, deren Profil den auszufüllenden Funktionen entspricht.

Die Gesellschaft kann zu den im folgenden aufgeführten Zwecken ebenfalls Vertragspersonal einstellen:

1. Um einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Personalbedarf zu decken, wenn es sich entweder um die Einsetzung von zeitlich begrenzten Handlungen oder um außerordentliche Mehrarbeit handelt;
2. Zur Ausführung von Aufgaben, für die hochqualifizierte Kenntnisse und besondere Erfahrung erforderlich sind;
3. Zur Durchführung von spezifischen oder Aushilfsarbeiten.

Geldmittel

Art. 11. § 1. Als Gegenleistung ihrer Verpflichtung, den Straßenbenutzern die von ihr realisierten Infrastrukturen zur Verfügung zu stellen und jede andere Aufgabe des öffentlichen Dienstes in Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftsgegenstand, die ihr von der Regierung übertragen wird, auszuführen, erhält die Gesellschaft:

1. Eine jährliche Intervention der Regierung, berechnet im Verhältnis zur Zahl der Benutzer der der Bevölkerung zur Verfügung gestellten Infrastrukturen.

Diese Intervention ist Gegenstand monatlicher Vorauszahlungen und einer jährlichen Berichtigung, die auf der Basis der Zählung der Fahrzeuge, die die betreffenden Verkehrswege benutzt haben, durchgeführt wird.

2. Eine außergewöhnliche Intervention zu Lasten des Haushaltes der Region.

§ 2. Sie verfügt gleichfalls über den Ertrag ihrer Finanzgeschäfte und der durch die Geschäftsführung erwirtschafteten Einnahmen.

Hauptversammlungen

Art. 12. Die Hauptversammlung der Anteilhaber tritt dann zusammen, wenn eine Satzungsänderung vorgenommen werden soll.

Sie setzt sich aus der Gesamtheit der Anteilhaber der Kategorie B zusammen.

Sie wird durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates mindestens 8 (acht) Tage vorher durch eingeschriebenen Brief einberufen.

Die Einberufungen enthalten die Tagesordnung.

Jeder Kapitalanteil gibt das Recht auf eine Stimme.

Die Anteilhaber können sich durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Die Entscheidungen werden mit Dreiviertelmehrheit der abgegebenen Stimmen gefällt.

Sie treten erst nach Zustimmung durch einen Erlaß der Regierung in Kraft.

Aufsicht

Art. 13. Die Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Regierung. Diese Kontrolle wird durch drei Kommissare der Wallonischen Regierung ausgeübt, die von der Regierung ernannt und abberufen werden. Ein Kommissar wird auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der zweite auf Vorschlag des Ministers der Öffentlichen Arbeiten, der dritte wird aus den Reihen der bei der Wallonischen Regierung akkreditierten Mitglieder der Finanzinspektion gewählt.

Die Regierungskommissare achten darauf, daß die geltenden Vorschriften, die Satzungen der Gesellschaft und die Aufträge des öffentlichen Dienstes respektiert werden.

Sie nehmen an den Sitzungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme teil.

Sie können innerhalb einer Frist von vier vollen Tagen bei der Regierung Einspruch gegen jede Entscheidung einlegen, die sie als den Vorschriften und den Satzungen zuwiderlaufend ansehen.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Sitzung, bei der die Entscheidung gefällt wurde, insofern die Kommissare hierzu vorschriftsmäßig einberufen wurden, oder ab dem Tag, an dem sie davon Kenntnis erlangt haben.

Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Wenn sich die Regierung nicht innerhalb eines Monats nach Einreichen des Einspruchs geäußert hat, ist die Entscheidung definitiv. Die Kommissare können jederzeit an Ort und Stelle Einblick in die Bücher, den Schriftverkehr, die Protokolle und allgemein alle Dokumente und alle Schriftstücke der Gesellschaft erlangen.

Sie können von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates, Bediensteten und Beauftragten alle Erklärungen und Informationen fordern und alle Überprüfungen, die ihnen zur Ausübung ihres Mandats notwendig erscheinen, vornehmen.

Sie können jede Frage in Zusammenhang mit der Beachtung der Vorschriften, der Satzungen und der Pflichten der Gesellschaft in die Tagesordnung des Verwaltungsrates aufnehmen lassen.

Die Regierung legt die Bezüge der Bevollmächtigten und die Bedingungen für die Rückzahlung ihrer Kosten fest.

Kontrolle

Art. 14. Die Kontrolle der Finanzlage, der Jahresabrechnung und der Ordnungsgemäßheit der in der Jahresabrechnung festzustellenden Operationen, hinsichtlich der Regelungen und der Satzungen wird einem Kollegium von Rechnungsprüfern übertragen, das aus zwei von der Regierung bestimmten Mitgliedern bestehen wird, von denen zumindest einer aus den Reihen der Mitglieder des Instituts der Unternehmensprüfer gewählt werden wird.

Ihre Beschlüsse werden als Kollegium gefällt.

Ihre Berichte und Beobachtungen werden dem Verwaltungsrat und der Regierung mitgeteilt.

Die Rechnungsprüfer werden für einen erneuerbaren Zeitraum von sechs Jahren ernannt: Sie können im Laufe eines Mandates nur aus berechtigten Gründen abberufen werden.

Die Regierung legt die Bezüge der Rechnungsprüfer und die Bedingungen für die Rückerstattung ihrer Kosten fest.

Buchhaltung und Jahresabschlußrechnung

Art. 15. Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchführung und die Jahresrechnungen der Unternehmen. Sie erstellt ihre Buchführung pro Kalenderjahr und fügt ihr einen Kommentar bei.

Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das mit dem heutigen Tag beginnt und am einunddreißigsten Dezember neunzehnhundertfünfundneunzig endet.

Die Gesellschaft führt die Kontrolle der Verpflichtungen, die sich aus der Vergabe von Liefer- und Dienstleistungsaufträgen ergeben, im Rahmen der Durchführung ihres Gesellschaftszweckes durch.

Sie erstellt ebenfalls einen Geschäftsführungsbericht, der die in Artikel 77, Absatz 4 der koordinierten Gesetze über Handelsgesellschaften geforderten Informationen enthält.

Der Verwaltungsrat übermittelt der Regierung die Jahresabschlußrechnung zusammen mit dem Geschäftsführungsbericht und dem Bericht der Prüfer vor dem dreißigsten April des Jahres, das auf das betreffende Geschäftsjahr folgt.

Die Regierung übermittelt dem Rechnungshof die Jahresabschlußrechnung zusammen mit dem Geschäftsführungsbericht und dem Bericht der Prüfer spätestens am 31. Mai des Jahres, das auf das betreffende Geschäftsjahr folgt.

Verwendung der Erlöse

Art. 16. Der positive Überschuß des Ergebniskontos, der sich nach Abzug der allgemeinen Kosten, der Sozialabgaben und Abschreibungen aus der von der Regierung gebilligten Bilanz ergibt, stellt den Jahresnettogewinn dar. Von diesem Gewinn werden zuerst fünf Prozent für die gesetzliche Rücklage abgezogen. Diese Abschöpfung ist dann nicht mehr obligatorisch, wenn der Rücklagefonds ein Zehntel des Gesellschaftskapitals, Kategorie A und B zusammen, erreicht; sie muß wieder durchgeführt werden, wenn die gesetzliche Rücklage angegriffen wird. Der Restbetrag findet die ihm, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, von der Regierung zugedachte Verwendung. Die Regierung spricht sich ebenfalls über die den Mitgliedern des Verwaltungsrates zu erteilende Entlastung aus.

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 94 — 2585

[SC — 27542]

22 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de statuten van de « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures » (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructures)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures »;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting, en van de Minister van Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt de statuten goed van de « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures », waarvan de tekst in de bijlage bij dit besluit is vermeld.

Art. 2. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting, en de Minister van Openbare Werken, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 29 september 1994.

Namen, 22 september 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

Bijlage

« Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures »

STATUTEN

Benaming en zetel

Artikel 1. De « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures », afgekort SOFICO, is een publiekrechtelijke rechtspersoon.

De afgekorte benaming mag apart worden gebruikt.

Haar zetel is gevestigd te Luik, op het adres bepaald door de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan overal in België, waar hij het nodig acht, administratieve of exploitatiezetels vestigen.

Doel

Art. 2. De maatschappij heeft tot doel de financiering en de uitvoering van de infrastructuur van de autosnelwegen A8 en E25 — E40 alsmede het beheer en de exploitatie ervan, binnen het kader van het door de Regering uitgewerkte meerjarenplan.

Het beheer omvat in het bijzonder, in samenwerking met de diensten van het Waals Ministerie van Uitrustingen en Vervoer, het bewaren, het bedrijfsklaar houden en het onderhouden van deze infrastructuur.

De exploitatie bestaat er hoofdzakelijk in deze infrastructuur en hun toebehorende uitrustingen ten dienste te stellen van de gebruikers.

Duur

Art. 3. De maatschappij wordt opgericht zonder beperking in de tijd. Zij kan slechts worden ontbonden bij een decreet dat de wijze en de voorwaarden van haar ontbinding bepaalt.

Kapitaal en kapitaalaandelen

Art. 4. § 1. Het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op 7 miljard en 775 miljoen frank en het is samengesteld als volgt:

— kapitaalaandelen op naam, die het kapitaal van categorie A vertegenwoordigen voor een bedrag van 7 miljard en 500 miljoen frank, zonder stemrecht noch aandeel in de winst, waarop volledig ingetekend wordt door het Gewest, en die op vijf jaar volgestort worden in jaarlijkse schijven van 20 %, en die onvervreemdbaar zijn;

— kapitaalaandelen op naam, die het kapitaal van categorie B vertegenwoordigen voor een bedrag van 275 miljoen, waarop wordt ingetekend en die worden volgestort voor een bedrag van 165 miljoen frank door het Gewest en voor een bedrag van 110 miljoen frank door personen die daartoe gemachtigd zijn door de Regering. Deze kapitaalaandelen kunnen enkel vervreemd worden met instemming van de Regering en aan door haar goedgekeurde personen;

— de inbreng door het Gewest van het recht op het gebruik, het genot en het bebouwen van de gronden die nodig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel, voor een waarde van één frank, waarbij deze inbreng geen aanleiding geeft tot het toekennen van kapitaalaandelen.

§ 2. Het inschrijven op en het volstorten van het kapitaal worden bij besluit van de Regering vastgelegd.

Over kapitaalverhogingen beslist de Regering op voorstel van de raad van bestuur.

In geval van verhoging van het B-kapitaal worden de uit te geven aandelen eerst aangeboden aan de houders van aandelen van het B-kapitaal, in verhouding tot hun deelneming in het kapitaal.

§ 3. Indien, behalve het Gewest, een van de houders van aandelen van categorie B zijn aandelen wenst te verkopen na een termijn van vijf jaar, dienen deze eerst te worden aangeboden aan de andere aandeelhouders, in verhouding tot hun deelneming in het kapitaal. Indien deze laatsten hun optierecht niet uitoefenen, zal het Gewest dit doen in hun plaats.

Bij doorverkoop is de prijs van de kapitaalaandelen gelijk aan hun prijs bij inschrijving.

§ 4. De houders van kapitaalaandelen zijn niet aansprakelijk voor méér dan hun aandeel in dat kapitaal.

Bestuur

Art. 5. § 1. De maatschappij wordt bestuurd door een raad van tien leden die door de Regering worden benoemd en ontslagen. Zes van hen vertegenwoordigen het Gewest en vier worden benoemd op voorstel van de andere houders van aandelen van categorie B.

Het mandaat van bestuurder duurt zes jaar. Het kan hernieuwd worden, maar loopt van rechtswege ten einde wanneer de bestuurder de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

In geval van vacature van een bestuursfunctie tijdens het mandaat, in het bijzonder ten gevolge van overlijden of ontslag, voorziet de Regering daarin, eventueel op voorstel van de aandeelhouder die de bestuurder wiens functie vacant is, had voorgedragen. De aldus benoemde bestuurder zet het mandaat voort van degene die hij vervangt.

De Regering kiest de voorzitter van de raad van bestuur, evenals de afgevaardigde bestuurder, uit de bestuurders die het Gewest vertegenwoordigen, en de ondervoorzitter uit de andere bestuurders.

De ondervoorzitter vervangt de voorzitter bij diens afwezigheid.

De raad beschikt over de meest uitgebreide volmachten om alle daden te stellen die nodig of nuttig zijn om het maatschappelijk doel te verwezenlijken in overeenstemming met het algemeen beleid dat door de Regering wordt uitgestippeld.

In het bijzonder kan hij:

1° gebruik maken van de diensten van derden en deze met elke nuttige taak belasten, met inachtneming van de regels inzake overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten;

2° alle financiële verrichtingen uitvoeren in het kader van de verwezenlijking van zijn maatschappelijk doel, wat inhoudt dat hij leningen kan aangaan en erop inschrijven.

§ 2. Onder de voorwaarden die de Regering stelt, wordt aan de maatschappij de waarborg van het Gewest verleend tegenover derden, voor interest en delging van de door de maatschappij uit te geven obligaties en voor de aan te gane leningen.

Ingeval de opbrengst van de verrichtingen het niet zou mogelijk maken de obligaties of leningen terug te betalen, noch de bijhorende betalingen volledig te verrichten, bezorgt het Gewest aan de maatschappij de nodige bedragen om het verschil bij te passen.

§ 3. De raad van bestuur mag bovendien bijzondere volmachten overdragen aan personen die hij daartoe binnen of buiten de raad kiest.

Deze lastgevingen en volmachten kunnen steeds worden herroepen.

De eventuele vergoedingen die verbonden zijn aan de uitoefening van de functie van bestuurder en van bijzondere opdrachten, evenals de terugbetalingswijze van deze kosten, worden vastgesteld door de Regering.

Art. 6. § 1. De raad van bestuur vergadert telkens wanneer de voorzitter of de ondervoorzitter hem bijeenroepen in het belang van de maatschappij of op verzoek van twee bestuurders.

De bijeenroeping gebeurt per brief, telegram of fax, of door eender welke mededeling op basis van een schriftelijk document; zij vermeldt de agenda, de datum, het uur en de plaats van de bijeenkomst en wordt ten minste vijf dagen vóór de datum van de bijeenkomst verzonden.

In geval van hoogdringendheid, waarover de voorzitter oordeelt na overleg met de afgevaardigde-bestuurder, dienen de oproepen uiterlijk toe te komen op de dag vóór de datum waarop de zitting werd vastgesteld.

De raad kan niet geldig beraadslagen noch beslissen, tenzij de meerderheid van de leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Een vergadering evenwel, die gehouden wordt binnen vijftien dagen na een andere vergadering waarvoor het vereiste quorum niet werd bereikt, kan geldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige bestuurders, voor zover althans bewezen is dat de oproepen voor de tweede bijeenkomst gebeurden per aangetekende brief, of per gewone brief met een persoonlijk bericht van ontvangst vanwege de bestemming.

Elke bestuurder die verhinderd is, mag, zelfs per gewone brief, een ander lid van de raad volmacht geven om hem te vertegenwoordigen en om in zijn plaats te stemmen. Geen enkele bestuurder kan echter meer dan één ander lid van de raad vertegenwoordigen.

Beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen; bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Geheime stemming kan worden aangevraagd door één derde van de bestuurders. Zij is verplicht wanneer de raad van bestuur beraadslaagt over aangelegenheden betreffende personen.

§ 2. De beraadslagingen van de raad van bestuur worden vastgelegd in notulen, die door ten minste de helft van de aanwezige leden dienen te worden ondertekend. Deze notulen worden ingebonden of genoteerd in een speciaal register, dat op de maatschappelijke zetel wordt bewaard en waarbij de volmachten worden gevoegd. De uittreksels uit de notulen worden ondertekend door twee bestuurders.

Alle daden die bindend zijn voor de maatschappij, behalve degene die het dagelijks beheer betreffen, en alle volmachten en procuraties worden gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur en door een bestuurder, ofwel door twee bestuurders.

De raad van bestuur kan in een huishoudelijk reglement bepalen op welke wijze hij zijn bevoegdheden uitoefent.

Art. 7. Krachtens de hem toegekende volmachten, voert de afgevaardigde bestuurder het algemeen beleid dat door de raad van bestuur werd uitgestippeld. Hij is ook belast met het dagelijks beheer van de maatschappij.

In het bijzonder :

- voert hij de beslissingen van de raad van bestuur uit;
- behandelt hij de dossiers die hem dienen te worden voorgelegd;
- antwoordt hij op alle vragen om inlichtingen vanwege de bestuursorganen;
- houdt hij de bestuursorganen regelmatig op de hoogte van de werking van de maatschappij.

Afhankelijk van het specifiek karakter van de te nemen beslissingen kan hij zich laten bijstaan door een of andere bestuurder en raadpleegt hij zo nodig de diensten van de gewestelijke administratie.

De stukken betreffende het dagelijks beheer worden voorzien van de handtekening van de afgevaardigde-bestuurder en van de voorzitter.

Voor de rechtbank wordt de maatschappij vertegenwoordigd door haar afgevaardigde-bestuurder of door haar voorzitter.

Art. 8. De voorzitter is eveneens belast met de betrekkingen met de financiële partners en met de controle- en voogdij-organen.

In dit kader:

- stelt hij de maatschappelijke begroting op, die door de raad van bestuur dient te worden goedgekeurd;
- legt hij de raad van bestuur de contracten voor met betrekking tot leningen en de andere contracten voor kredietopeningen die door het Gewest worden gewaarborgd;
- legt hij de Regering het in artikel 15 bedoelde jaarverslag voor;
- antwoordt hij op alle vragen om inlichtingen vanwege de controle- en voogdij-organen.

Technische bijstand

Art. 9. De maatschappij krijgt technische bijstand van de diensten van de Regering, die op eigen verantwoordelijkheid handelen.

Personeel

Art. 10. Op voorstel van de raad van bestuur stelt de Regering de maatschappij personeelsleden ter beschikking, wier profiel beantwoordt aan de te vervullen functies, overeenkomstig de regels met betrekking tot de opdrachten.

De maatschappij mag eveneens contractueel personeel aanwerven ten einde:

- 1^o tegemoet te komen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften, ofwel om taken uit te voeren die beperkt zijn in de tijd, ofwel om te verhelpen aan een uitzonderlijke werkoverlast;
- 2^o taken uit te voeren waarvoor hoogwaardige kennis en ondervinding is vereist;
- 3^o bijkomende en specifieke taken uit te voeren.

Inkomsten

Art. 11. § 1. In ruil voor haar verplichting om de door haar aangelegde infrastructuur ten dienste te stellen van de weggebruikers en om alle andere opdrachten van openbaar nut uit te voeren met betrekking tot de taak die haar door de Regering wordt opgedragen, ontvangt de maatschappij :

- 1^o vanwege het Gewest een jaarlijkse tegemoetkoming, die berekend wordt op basis van het aantal gebruikers van de infrastructuur die ter beschikking van de bevolking wordt gesteld.

Deze tegemoetkoming geschiedt door middel van maandelijkse voorschotten en door een jaarlijkse vereffening, die berekend wordt op basis van de telling van de voertuigen die de betrokken wegen gebruikt hebben;

2° uitzonderlijke tegemoetkomingen, die ten laste vallen van de gewestelijke begroting.

§ 2. Zij beschikt tevens over het produkt van haar verrichtingen en van de ontvangsten die haar beheer opbrengt.

Algemene vergaderingen

Art. 12. De algemene vergadering van de aandeelhouders komt bijeen wanneer de statuten dienen te worden gewijzigd.

Zij bestaat uit alle houders van aandelen van categorie B.

Zij wordt per aangetekend schrijven door de voorzitter van de raad van bestuur minstens 8 (acht) dagen op voorhand bijeengeroepen.

De oproepen vermelden de agenda.

Elk kapitaaldeel geeft recht op één stem.

De aandeelhouders kunnen zich laten vertegenwoordigen door een gevolmachtigde.

Beslissingen worden genomen met drievierde meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

Zij worden pas van kracht na goedkeuring bij besluit van de Regering.

Toezicht

Art. 13. De maatschappij is onderworpen aan de controlebevoegdheid van de Regering. Deze controle wordt uitgeoefend door tussenkomst van drie commissarissen die door de Regering worden benoemd en ontslagen. Eén commissaris wordt benoemd op voordracht van de Minister van Begroting, een tweede op voordracht van de Minister van Openbare Werken, en de derde wordt gekozen uit de leden van de Inspectie van Financiën die geaccrediteerd zijn bij de Waalse Regering.

De Regeringscommissarissen letten op de naleving van de geldende reglementering, op de statuten van de maatschappij en op het uitvoeren van de taak als openbare dienst.

Zij nemen met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur.

Binnen een termijn van vier volledige dagen kunnen zij bij de Regering in beroep gaan tegen eender welke beslissing die zij strijdig achten met de reglementen en met de statuten.

Deze termijn gaat in op de dag van de vergadering tijdens dewelke de beslissing werd genomen, indien de commissarissen er althans op regelmatig wijze werden toe opgeroepen, of op de dag waarop zij er kennis van nemen.

Het bezwaar is opschortend.

Indien de Regering geen uitspraak gedaan heeft binnen één maand na het beroep, wordt de beslissing definitief. De commissarissen mogen te allen tijde zonder verplaatsing kennis nemen van de boeken, van de briefwisseling, van de notulen en in het algemeen van alle documenten en alle geschriften van de maatschappij.

Zij kunnen aan alle bestuurders, ambtenaren en aangestelden alle uitleg en inlichtingen vragen en alle controles uitvoeren die zij nodig achten voor het uitoefenen van hun mandaat.

Zij kunnen op de agenda van de raad van bestuur eender welke aangelegenheid laten inschrijven met betrekking tot het naleven van de reglementen, van de statuten of van de verplichtingen van de maatschappij.

De Regering bepaalt de vergoedingen van de commissarissen en de wijze van terugbetaling van hun kosten.

Controle

Art. 14. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op het naleven van de reglementen en de statuten bij de verrichtingen die worden vastgesteld in de jaarrekeningen, wordt toevertrouwd aan een college van accountants, bestaande uit twee leden die door de Regering worden benoemd en van wie ten minste één wordt gekozen uit de leden van het Instituut van Bedrijfsrevisoren.

Zij overleggen gezamenlijk.

Hun verslagen en opmerkingen worden meegedeeld aan de raad van bestuur en aan de Regering.

De accountants worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Zij kunnen tijdens hun mandaat slechts om geldige redenen worden ontslagen.

De Regering bepaalt de vergoedingen van de accountants en de wijze van terugbetaling van hun kosten.

Boekhouding en jaarrekeningen

Art. 15. De maatschappij valt onder de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen. Zij voert haar boekhouding per kalenderjaar en voegt er een toelichting bij.

Het boekjaar begint per één januari en eindigt per eenendertig december van elk jaar, uitgezonderd het eerste boekjaar, dat op de huidige datum begint en eindigt op eenendertig december negentienhonderd vijftiennegentig.

In het kader van haar maatschappelijk doel, houdt de maatschappij toezicht op het naleven van de verbintenissen ingevolge toewijzingen van werken, leveringen en diensten.

Zij stelt eveneens een beheersverslag op, dat de informatie bevat bedoeld in artikel 77, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Voor dertig april van het jaar dat volgt op het betrokken boekjaar, bezorgt de raad van bestuur de jaarrekeningen, samen met het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissarissen, aan de Regering.

Uiterlijk op 31 mei van het jaar dat volgt op het betrokken boekjaar bezorgt de Regering de jaarrekeningen, samen met het beheersverslag en het verslag van de commissarissen, aan het Rekenhof.

Bestemming van de resultaten

Art. 16. Het batig saldo, onder aftrek van algemene kosten, sociale bijdragen en delgingen, volgens de door de Regering goedgekeurde balans, vormt de jaarlijkse nettowinst. Van deze winst wordt vooreerst vijf procent afgenomen voor de wettelijke reserve. Deze afname is niet meer verplicht van zodra het reservefonds één tiende van het kapitaal bedraagt voor de categorieën A en B samen; zij wordt opnieuw verplicht indien de reserve aangesproken wordt. Het resterende saldo zal, op voorstel van de raad van bestuur, een bestemming krijgen van de Regering, die ook zal beslissen over de aan de bestuurders te verlenen kwijting.